

Monsieur Rodrigo de Rato y Figaredo  
Directeur Général  
Fonds Monétaire International  
700 19<sup>th</sup> Street, N.W.  
Washington D.C. 20431  
Etats-Unis d'Amérique

10 Septembre 2004

Cher Monsieur de Rato,

Nous sommes heureux de vous féliciter très sincèrement de votre nomination au poste de Directeur Général du Fonds Monétaire International. Nous vous adressons cette lettre en votre nouvelle qualité au sujet d'une cause en faveur de laquelle nous croyons que le FMI devrait engager fortement son autorité.

Il est maintenant amplement reconnu que la gestion transparente et responsable des revenus provenant des secteurs pétrolier, gazier et minier, est de première importance pour la réduction de la pauvreté et une saine gouvernance macro-économique dans les pays en développement et riches en ressources naturelles. Le FMI a un rôle particulièrement important à jouer dans la promotion de la transparence des revenus en raison de son expérience technique et de son intérêt dans les politiques macro-économiques qui conduisent à la croissance, au développement, et à la réduction de la pauvreté. Dans ce but nous accueillons avec joie vos récents commentaires sur la nécessité d'une "plus grande clarté dans ce que le rôle du Fonds devrait être dans les pays à faible revenus".

Nous aimerions avancer quelques idées sur la façon dont le Fonds pourrait promouvoir la transparence plus efficacement. Cette cause pourrait être un élément de succès pour le Fonds, à la fois sur le plan des relations publiques et de sa politique.

Nous nous sentons déjà encouragés en voyant les "bonnes pratiques" de transparence faire leur apparition dans les engagements du Fonds avec les pays africains à faible revenus producteurs de pétrole, tels que le Nigeria et le Congo-Brazzaville, où le FMI a fortement recommandé la transparence des revenus comme étant une part critique des réformes fiscales d'ensemble. Au Congo-Brazzaville cette approche a eu pour résultat la publication par le gouvernement, à un niveau jamais atteint, de sa gestion des revenus pétroliers du pays. L'engagement de l'équipe du FMI pour améliorer la transparence et la responsabilité dans la gestion des finances publiques a gagné le soutien des groupements indépendants de la société civile congolaise, y compris celui de l'Église Catholique qui réclame une meilleure gestion des richesses pétrolières du pays comme la clé de son futur développement. Nous espérons que cette approche dynamique exigeant une transparence des revenus sera au centre des opérations du Fonds et incorporée dans les polices de sauvegarde du Fonds dans tous les pays en développement où il a des programmes.

Nous accueillons aussi avec plaisir l'engagement du Fonds de soutenir le travail de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (EITI), lancée en Septembre 2002 par le Premier Ministre Britannique Tony Blair. Comme vous le savez sans doute, le Nigeria est le

premier pays a s'être engagé à révéler publiquement ses revenus pétroliers par le processus EITI, et le FMI collabore très étroitement avec le gouvernement nigérian pour réaliser son engagement. Dans le cadre de son aide à EITI le Département des Affaires Fiscales du Fonds prépare un supplément sur les revenus des ressources naturelles de son Manuel sur la Transparence Fiscale, qui, nous le croyons, sera un guide très utile pour les équipes du Fonds ainsi que pour les autorités du pays, et un document de référence de base pour la société civile. Nous espérons participer au processus de consultation et serions heureux de collaborer avec le Fonds pour diffuser largement ce guide sur la transparence des revenus des ressources naturelles quand il sera entièrement terminé.

Bien que le processus de l'EITI et le Guide des revenus des ressources naturelles soient deux très importantes avancées pour promouvoir la transparence, notre préoccupation est que, parce qu'ils sont volontaires, ils n'auront qu'un faible poids dans les pays où la transparence est la plus nécessaire, car de nombreuses élites politiques et d'affaires ont intérêt à éviter cette transparence.

L'insistance du FMI sur la transparence est motivée par l'importance primordiale de politiques macro-économiques efficaces, effectives et durables, et de ce fait sur le succès à long terme des programmes du FMI. Par conséquent, nous insistons auprès de vous pour faire des « bonnes pratiques » existantes le but des programmes individuels du FMI et de vous assurer que la transparence des revenus devienne une condition de tous les prêts à des pays en développement riches en ressources naturelles. Une telle obligation est totalement soutenue par de nombreuses ONG du Sud et par des professionnels qui considèrent l'aide financière à des gouvernements qui refusent la transparence et la responsabilité comme une récompense à une conduite corrompue. Une telle mesure est également entièrement en accord avec l'actuel engagement du Fonds de promouvoir une politique de transparence financière dans l'intérêt de la stabilité macro-économique. En fait, en l'absence de telles sauvegardes à ses prêts, notre préoccupation est que l'aide du FMI à ces pays manquera inévitablement d'atteindre les causes sous-jacentes de la pauvreté et de la mauvaise gestion macro-économique.

Parmi les institutions financières internationales, nous pensons que le FMI est le meilleur choix pour prendre la tête de l'action pour la transparence des revenus, étant donné qu'il possède l'expérience et l'autorité, et qu'en outre, il maintient de bonnes relations avec presque tous les pays du monde. Nous croyons que l'image même du FMI en tirera avantage en faisant progresser ce travail. Notre coalition serait très heureuse de vous rencontrer prochainement, vous ou l'un de vos représentants, pour discuter plus amplement des moyens de faire avancer cet important projet.

Très sincèrement.

Sir Geoffrey Chandler  
Founder and Chairman, Amnesty Business Group UK (1991-2001) and former Senior Executive of Royal Dutch/Shell

Andrew Mack  
Director, Human Security Centre, University of British Columbia

Jeffrey D. Sachs  
Director, Earth Institute at Columbia University and Special Advisor to the UN Secretary General on the Millennium Development Goals

George Soros  
Chairman, Open Society Institute and Soros Fund Management

Joseph E. Stiglitz  
Chief Economist and Senior Vice President, World Bank (1997-2000)

Jean Baptiste Talla  
Coordinator, Justice and Peace Commission of the Association of Episcopalian Conferences of the Central African Region

Simon Taylor  
Director, Global Witness representing the *Publish What You Pay* International Coalition of NGOs

Reverend David Ugolor  
President, African Network for Environmental and Economic Justice representing the *Publish What You Pay* Nigerian coalition of civil society organisations